

Le rôle de l'État dans la régulation économique

Thème 2 du programme : la régulation de l'activité économique. Première question : quel est le rôle de l'État dans la régulation économique ? Le marché, étudié au chapitre 1, ne suffit pas à assurer la croissance, le plein emploi et la stabilité des prix. L'État et, dans la zone euro, la Banque centrale européenne interviennent par des politiques économiques qui modifient l'environnement des entreprises : demande, coûts, financement, réglementation. Ce chapitre présente les fonctions de l'État, les grands indicateurs, les politiques conjoncturelles et structurelles et leurs limites.

Les fonctions de l'État dans l'économie

Dans une économie de marché, l'**État** (au sens large : État central, collectivités territoriales, sécurité sociale) intervient pour corriger les défaillances du marché et orienter l'activité. L'économiste **Richard Musgrave** a distingué trois fonctions.

Fonction	Contenu	Exemples
Allocation des ressources	Produire les biens collectifs que le marché ne fournit pas (routes, sécurité, justice, éducation), corriger les externalités, garantir la concurrence	Pistes cyclables, aide à l'achat de VAE, taxe carbone, Autorité de la concurrence
Redistribution	Réduire les inégalités de revenus par les prélèvements (impôts, cotisations) et les transferts (prestations sociales, services publics)	Impôt sur le revenu progressif, allocations familiales, assurance maladie, SMIC
Régulation ou stabilisation	Lisser les fluctuations de l'activité : soutenir la croissance, lutter contre le chômage et l'inflation, maintenir les grands équilibres	Plans de relance, politiques de l'emploi, politique monétaire (déléguée à la BCE)

L'État agit par la réglementation (lois, normes), par la fiscalité et les dépenses publiques, par la production de services publics et par la monnaie (via la banque centrale). Pour l'entreprise, il est à la fois client (commandes publiques), financeur (aides, crédits d'impôt), préleveur (impôts, cotisations), régulateur (normes) et producteur d'infrastructures.



Schéma 1. Pour l'entreprise, l'État joue cinq rôles à la fois.

La croissance et le PIB

Le **produit intérieur brut (PIB)** mesure la production de richesses d'un pays sur un an : la somme des valeurs ajoutées des entreprises et des administrations. La **croissance économique** est l'augmentation du PIB en volume, c'est-à-dire hors effet des prix. On distingue le PIB **nominal** (en euros courants) et le PIB **réel** (en euros constants, déflaté de l'inflation).

Indicateur	Calcul	Exemple (données fictives)
Taux de croissance nominal	$(\text{PIB } N - \text{PIB } N-1) \div \text{PIB } N-1 \times 100$	$(2\,884 - 2\,800) \div 2\,800 = 3,00 \%$
Taux de croissance réel	$(1 + \text{taux nominal}) \div (1 + \text{inflation}) - 1$	$1,030 \div 1,025 - 1 = 0,49 \%$ avec une inflation de 2,5 %
PIB par habitant	$\text{PIB} \div \text{population}$	Indicateur de niveau de vie moyen



Schéma 2. Du taux de croissance nominal au taux réel, avec les données fictives de la page : un PIB passé de 2 800 à 2 884 et une inflation de 2,5 %.

La croissance résulte de l'augmentation des facteurs de production (travail, capital) et des gains de productivité (innovation, organisation). Elle profite aux entreprises par la demande (plus de revenus, plus d'achats) et aux administrations par les recettes fiscales ; elle réduit le chômage. Ses limites (épuiement des ressources, pollution) conduisent à rechercher une croissance **soutenable**. Les ordres de grandeur récents pour la France sont une croissance faible, de l'ordre de 1 % par an.

Les déséquilibres : inflation, chômage, déficits

Trois **déséquilibres** justifient l'intervention de l'État.

Déséquilibre	Définition et mesure	Conséquences pour l'entreprise
Inflation	Hausse générale et durable des prix, mesurée par l'indice des prix à la consommation ; objectif de la BCE : 2 %	Hausse des coûts (matières, salaires), incertitude ; mais allègement des dettes en termes réels ; la déflation (baisse des prix) est aussi redoutée car elle retarde les achats
Chômage	Personnes sans emploi, disponibles et en recherche active ; taux de chômage = $\text{chômeurs} \div \text{population active}$; en France, de l'ordre de 7 à 8 % ces dernières années	Demande des ménages affaiblie ; main-d'œuvre disponible mais parfois inadaptée (chômage structurel)
Déficit et dette publics	Déficit = dépenses publiques > recettes sur l'année ; dette = cumul des emprunts ; références européennes : 3 % et 60 % du PIB	Hausse future des impôts, moindres commandes publiques, taux d'intérêt plus élevés si la confiance baisse

Exemple (données fictives). Un pays compte 2,2 millions de chômeurs pour 30,5 millions d'actifs : taux de chômage = $2,2 \div 30,5 = 7,21\%$. Pour Vélocité, un chômage élevé pèse sur les ventes aux particuliers, mais facilite le recrutement de monteurs. Une inflation de 4 % renchérit l'aluminium et les salaires, et oblige à relever les prix de vente au risque de perdre des clients (chapitre 1 : élasticité).

La politique budgétaire

Les **politiques conjoncturelles** agissent à court terme sur la demande globale (consommation + investissement + dépenses publiques + exportations - importations). La **politique budgétaire** utilise le budget de l'État : les dépenses publiques et les prélèvements.

Orientation	Instruments	Objectif	Effets sur les entreprises
Relance (expansionniste)	Hausse des dépenses publiques (investissements, commandes, prestations), baisse des impôts	Soutenir l'activité et l'emploi en période de ralentissement	Carnets de commandes, demande des ménages, aides ; mais déficit accru
Rigueur (restrictive)	Baisse des dépenses, hausse des impôts	Réduire le déficit, freiner l'inflation	Moins de commandes publiques, prélèvements plus lourds

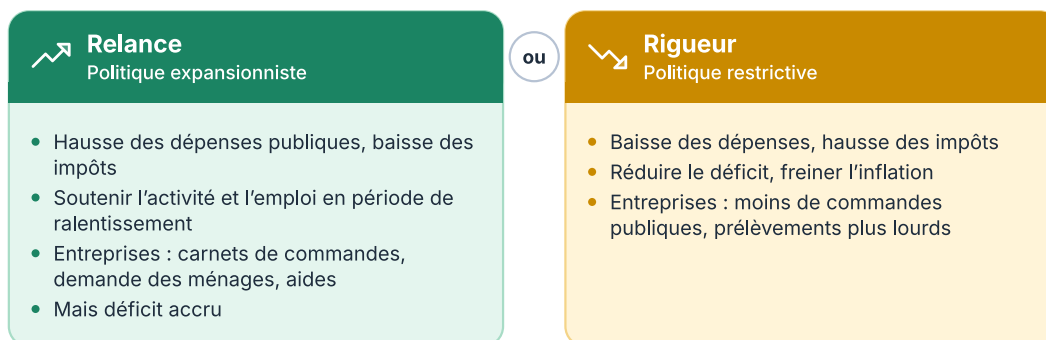


Schéma 3. Les deux orientations de la politique budgétaire et leurs effets sur les entreprises.

Le **multiplicateur** (Keynes) explique l'effet d'une dépense publique : le revenu distribué est en partie consommé, ce qui crée de nouveaux revenus, et ainsi de suite. $\text{Multiplicateur} = 1 \div (1 - \text{propension marginale à consommer})$. **Exemple.** Si les ménages consomment 75 % de tout revenu supplémentaire, une commande publique de 100 000 € à Vélocité (vélos pour une flotte municipale) engendre au total $100\,000 \times 1 \div (1 - 0,75) = 100\,000 \times 4 = 400\,000$ € de revenus. Les fuites (épargne, importations, impôts) réduisent ce multiplicateur dans la réalité, et la relance se finance par le déficit.

La politique monétaire et la BCE

La **politique monétaire** agit sur la quantité de monnaie et le coût du crédit. Dans la zone euro, elle est confiée à la **Banque centrale européenne (BCE)**, indépendante des gouvernements, dont l'objectif principal est la stabilité des prix : une inflation de 2 % à moyen terme. Son instrument principal est le niveau des **taux directeurs**, taux auxquels elle prête aux banques ou rémunère leurs dépôts.

Situation	Décision de la BCE	Transmission	Effet attendu
Inflation trop forte	Hausse des taux directeurs (politique restrictive)	Les banques prêtent plus cher, le crédit ralentit	Baisse de la demande, freinage des prix ; investissements reportés
Activité faible, inflation sous 2 %	Baisse des taux directeurs (politique expansionniste)	Crédit moins cher, placements moins rémunérés	Hausse de l'investissement et de la consommation ; euro plus faible, exportations favorisées

Exemple. Les Jardins de Tessier envisagent une serre de 2 000 000 €. À 3 %, les intérêts de la première année s'élèvent à 60

000 € ; à 4,5 %, à 90 000 €. Si la serre rapporte 4 % par an, elle est rentable dans le premier cas et ne l'est plus dans le second : le taux d'intérêt est le filtre des projets d'investissement. L'entreprise suit donc les décisions de la BCE pour choisir le moment d'emprunter et pour anticiper le change (un euro plus faible renchérit les importations).

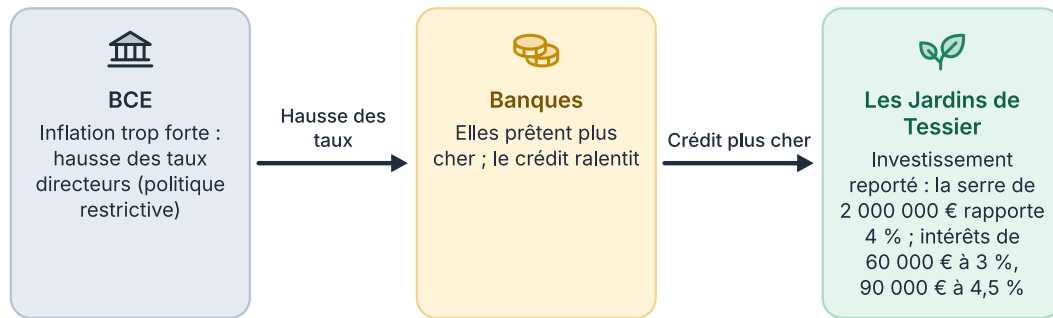


Schéma 4. La transmission d'une hausse des taux directeurs, de la BCE aux Jardins de Tessier : pour une serre de 2 000 000 €, les intérêts de la première année passent de 60 000 € à 90 000 €.

Les politiques structurelles

Les **politiques structurelles** visent à modifier durablement les structures de l'économie pour élever la croissance potentielle, indépendamment de la conjoncture. Leurs effets se manifestent à long terme.

Domaine	Mesures	Intérêt pour l'entreprise
Innovation et recherche	Crédit d'impôt recherche, financement public de la recherche, pôles de compétitivité	Baisse du coût de l'innovation pour Vélocité et Kooma
Concurrence et marché unique	Ouverture des marchés, lutte contre les ententes, normes communes	Accès aux marchés européens, protection contre les abus
Marché du travail et formation	Apprentissage, formation professionnelle, allègements de cotisations sur les bas salaires	Recrutement facilité, coût du travail réduit
Infrastructures et transition écologique	Réseaux de transport, énergie, numérique ; normes environnementales	Débouchés (mobilité propre), mais contraintes de conformité
Simplification et fiscalité	Guichet unique, baisse de l'impôt sur les sociétés (25 %)	Allègement des démarches et des charges

Conjoncturel et structurel se complètent : une relance budgétaire soutient la demande aujourd'hui, une réforme de la formation améliore l'offre de travail demain. Les entreprises intègrent ces politiques dans leur veille (chapitre sur le macro-environnement).

Les limites de l'action de l'État et la régulation européenne

L'action de l'État rencontre des **limites**.

- **La dette publique** : chaque relance financée par l'emprunt accroît la dette, dont les intérêts absorbent une part croissante du budget ; les prêteurs peuvent exiger des taux plus élevés.
- **Les contraintes européennes** : la politique monétaire est déléguée à la BCE ; le Pacte de stabilité encadre déficits (référence de 3 % du PIB) et dettes (60 %) ; les aides d'État aux entreprises sont contrôlées par la Commission européenne pour préserver la concurrence.
- **La mondialisation** : une relance nationale profite en partie aux importations ; les capitaux se déplacent vers les pays les plus attractifs ; les entreprises comparent les fiscalités.
- **Les délais et les anticipations** : une mesure met du temps à produire ses effets, et les agents peuvent la neutraliser (épargne de précaution face à une baisse d'impôts temporaire).

La **régulation supranationale** compense ces limites : l'Union européenne coordonne les politiques budgétaires, mène une politique commerciale commune, édicte des règlements directement applicables (concurrence, numérique, environnement, protection des données) et finance des programmes (recherche, transition écologique, cohésion régionale). Pour Vélocité, la réglementation européenne sur les batteries (recyclage, traçabilité) est à la fois une contrainte et un argument en faveur d'une usine en France.

Méthode : répondre à une question de CEJM

Pour une question d'économie sur le rôle de l'État, la réponse relie un mécanisme macroéconomique à la situation de l'entreprise du dossier.

1. **Identifier et qualifier** la mesure ou la situation (politique budgétaire ou monétaire, conjoncturelle ou structurelle, fonction de l'État concernée).
2. **Expliquer le mécanisme** : instrument → transmission → effet attendu, avec un calcul si le dossier le permet.
3. **Appliquer au cas** : conséquences concrètes pour l'entreprise (demande, coûts, financement, réglementation).
4. **Conclure** : nuancer par les limites (délais, dette, contraintes européennes) et proposer une décision.

Exemple de question. « Quelles sont les conséquences, pour Les Jardins de Tessier, d'une hausse des taux directeurs de la BCE ? » **Réponse rédigée.** Les taux directeurs sont les taux auxquels la Banque centrale européenne refinance les banques ; leur hausse constitue une politique monétaire restrictive destinée à ramener l'inflation vers 2 %. Les banques répercutent cette hausse sur les crédits : le coût de l'emprunt augmente et la demande de crédit ralentit. Pour Les Jardins de Tessier, qui

projetteront une serre de 2 000 000 €, le passage de 3 % à 4,5 % porte la charge d'intérêts de la première année de 60 000 € à 90 000 € et rend le projet, rentable à 4 %, moins intéressant ; en outre, les ménages, confrontés à des crédits plus chers, réduiront leurs achats de plantations. L'entreprise a donc intérêt à reporter l'investissement ou à le redimensionner, tout en surveillant l'inflation : si la politique restrictive la ramène à 2 %, les coûts de ses achats se stabiliseront et les taux pourront redescendre.

Erreurs à éviter : confondre politique budgétaire (État) et monétaire (BCE) ; décrire une mesure sans en expliquer la transmission ; oublier la situation concrète de l'entreprise.

L'essentiel à retenir

- L'État remplit trois fonctions : allocation des ressources, redistribution, stabilisation ; il est pour l'entreprise client, financeur, préleveur et régulateur.
- Le PIB mesure la production ; la croissance réelle se calcule hors inflation ; les déséquilibres sont l'inflation (objectif BCE : 2 %), le chômage et les déficits publics.
- Politique budgétaire (dépenses et impôts, effet multiplicateur) et politique monétaire (taux directeurs de la BCE, coût du crédit) agissent à court terme ; les politiques structurelles à long terme.
- Limites : dette publique, règles européennes (3 % et 60 % du PIB), mondialisation ; l'Union européenne régule au niveau supranational (concurrence, normes, programmes).